



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général**

**Direction interministérielle de l'animation territoriale**

**Bureau de l'environnement**

**Arrêté n° 41-2026-03-04-00001**

**mettant en demeure l'EARL A.B.C. de respecter les prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement pour l'établissement qu'elle exploite au lieu-dit « La Pitoisière », à Saint-Marc-du-Cor**

**Le préfet de Loir-et-Cher**

**Vu :**

- la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relatives aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;
- la décision d'exécution (UE) 2017/302 de la commission du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;
- le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, R. 171-1 et R. 511-9 ;
- le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;
- le décret du 20 juillet 2023 portant nomination de M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;
- le décret du 23 juillet 2025 portant nomination de M. Joseph ZIMET en qualité de préfet de Loir-et-Cher ;
- l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- l'arrêté préfectoral n° 2013150-0013 du 30 mai 2013 autorisant l'exploitation d'un élevage de volailles par M. Claude BESNARD sis au lieu-dit « La Pitoisière », à Saint-Marc-du-Cor ;
- l'arrêté préfectoral n° 41-2025-08-25-00002 du 25 août 2025 portant délégation de signature à M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;
- le rapport d'inspection des installations classées, n° RI 2025-06-17 FD01 du 26 août 2025, dont une copie a été transmise à l'EARL A.B.C., conformément aux dispositions fixées par les articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

— le courrier notifié le 16 février 2026 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il disposait pour formuler ses observations ;

— les pièces justificatives fournies par l'exploitant par courriel du 23 février 2026 ;

**Considérant :**

— les constats relevés lors de l'inspection du 17 juin 2025, notamment :

- l'absence de mise à jour du plan des installations ;
- l'évacuation non conforme des eaux usées issues des sas sanitaires des deux bâtiments d'élevage ;
- l'absence de présentation des documents suivants :
  - rapport de contrôle des installations électriques ;
  - rapport de contrôle des installations de gaz ;
  - rapport de contrôle des moyens de lutte contre l'incendie ;
  - fiches de données de sécurité ;
  - cahier d'épandage ;
- l'absence d'extincteurs à proximité de chaque stockage de fioul et/ou de gaz ;
- l'absence de boîtier de protection sur une des vannes de barrage de gaz ;
- l'absence de rétention sous les bidons contenant des produits de traitement présents dans les sas sanitaires ;

— que les constats précités constituent des non-conformités à l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 et à l'arrêté préfectoral n° 2013150-0013 du 30 mai 2013 susvisés, et que ces non-conformités ne permettent pas de garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

— que l'exploitant, dans son courriel du 23 février 2026, a transmis deux photos comme pièces justificatives ;

— que l'exploitant n'a pas transmis l'ensemble des justificatifs permettant de lever les non-conformités constatées lors de la visite d'inspection du 17 juin 2025 ;

— que l'article L. 171-8 du code de l'environnement prévoit qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> — Objet**

L'EARL A.B.C., SIRET 928 314 491 00012, dont le siège social est situé lieu-dit « La Pitoisière », à Saint-Marc-du-Cor (41170), est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes :

**sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté :**

- mettre à jour le plan des installations afin de localiser les zones à risques conformément à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 ;
- fournir une copie des fiches de données de sécurité des produits dangereux présents dans l'installation ;
- transmettre une copie du cahier d'épandage pour l'année 2024 ;

**sous un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté :**

- transmettre les rapports de contrôle des installations électriques et de gaz datant de moins de 5 ans, ainsi que les justificatifs permettant de connaître les suites données à ces vérifications en cas d'anomalies détectées ;
- transmettre le rapport de contrôle des extincteurs ;
- mettre en place, à proximité de chaque stockage de fioul et/ou de gaz, un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes ;

**sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :**

- réaliser les travaux au niveau des sas sanitaires des deux bâtiments d'élevage afin d'assurer l'évacuation des eaux usées conformément à la réglementation.

**Article 2 — Justifications**

Les éléments permettant de justifier de l'exécution des prescriptions devront être transmis dans les délais définis à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, à la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de Loir-et-Cher (DDETSPP) au 31, mail Pierre Charlot – BP 10103 – 41000 Blois.

**Article 3 — Sanctions**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitante les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 4 — Notification et publication**

Le présent arrêté sera notifié à l'EARL A.B.C. par lettre recommandée avec avis de réception.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Loir-et-Cher pendant au moins deux mois.

Une copie en sera adressée :

- à la maire de Saint-Marc-du-Cor ;
- au sous-préfet de Vendôme ;
- au directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de Loir-et-Cher.

## **Article 5 — Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le sous-préfet de Vendôme, la maire de Saint-Marc-du-Cor et le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de Loir-et-Cher, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le **04 MARS 2026**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

  
Faustin GADEN

## **DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- un recours gracieux, adressé à : M. le préfet de Loir-et-Cher – 1, place de la République – BP 80101 – 41001 BLOIS cedex ;
- un recours hiérarchique, adressé au ministre chargé de l'environnement – direction générale de la prévention des risques – Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 Paris-la-Défense Cedex..

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, au tribunal administratif – 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1 :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)